

(P. a. Boisson)

Michel ARDAN

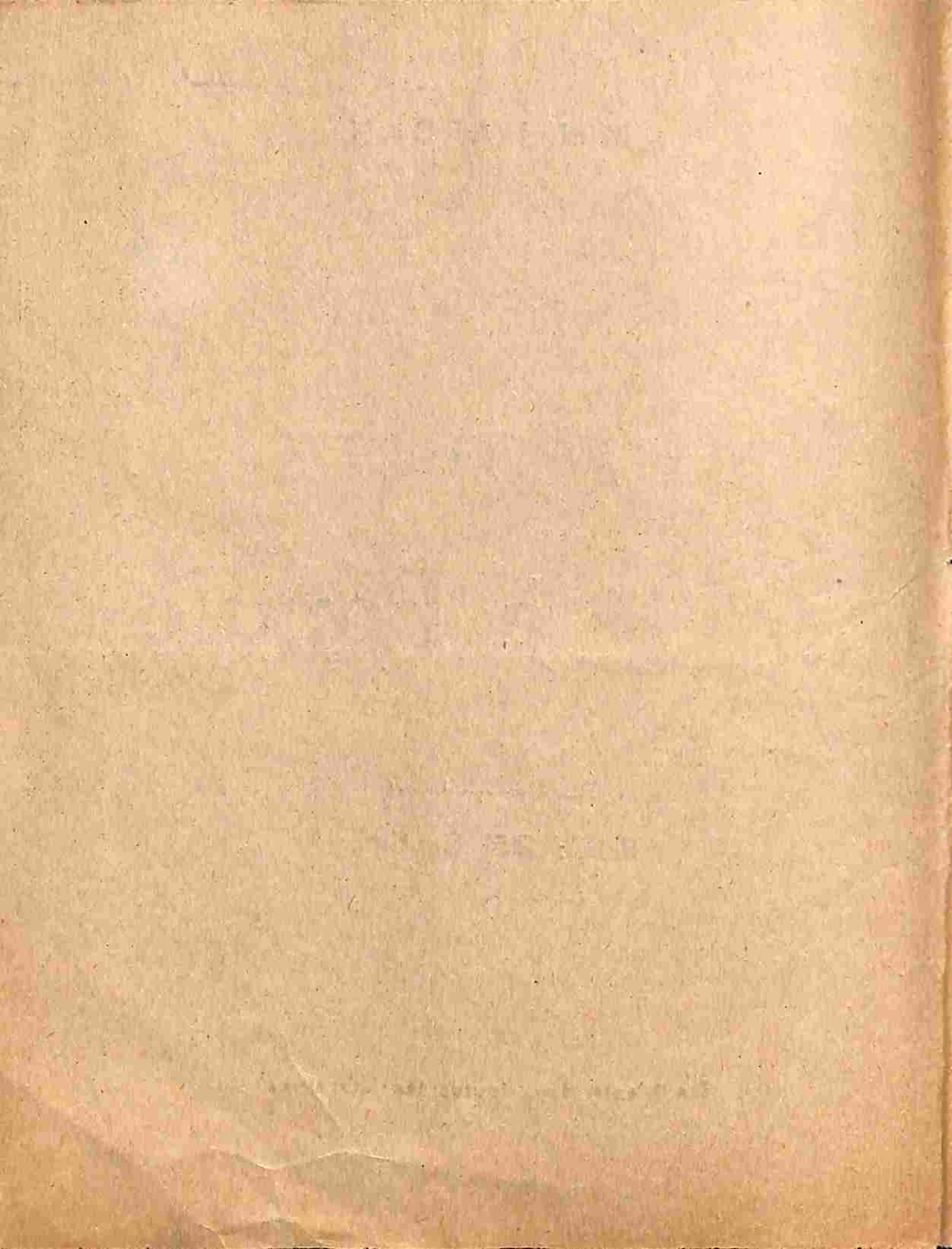
Voir les
Notes



La Première à Populo

~~~~~  
Prix : 25 Centimes  
~~~~~

— En Vente dans toutes les Librairies —



Bruit en Décembre 1915

La Première à Populo

I

L IDÉE

Ouvrier, paysan, prolétaire, machine à peiner, pauvre bougre, qui n'avais à toi que ta peau et qui l'a donnée à la Patrie, poilu du front, travailleur de l'arrière, serre-moi la main, Populo.

Tu ne me connais pas ? Et qu'importe ! Dans des malheurs pareils, n'est-on pas tous frères ?

Nous ne faisons plus qu'un, maintenant, et cet un là, c'est la France, pour qui tu te bats, à qui tu forges des armes, que tu as sauvée, qui ne pourra jamais te témoigner assez sa reconnaissance.

Vois : elle ne se lasse pas de se glorifier de toi, de te proposer en exemple à l'admiration du monde. On dirait une mère découvrant en son fils des vertus qu'elle ne lui soupçonnait pas.

Laisse moi, à mon tour, te regarder à mon aise.

Comme tu es changé, mon ami ! Ces yeux clairs, ce mâle entrain, cette assurance, cette conscience reposée de ta force, tout cela est nouveau en toi.

En te retirant l'alcool où tes énergies s'épuisaient, la guerre t'aura sauvé de toi-même ; elle t'a refait un sang pur, un cerveau sain, des bras forts.

Tu es un autre homme ; mieux que cela, tu es un homme.

Tant que tu seras là pour veiller sur nous, nous les vieux, nous les petits, nous les faibles, nous pourrons dormir tranquilles ; ils ne passeront jamais, les autres, les Barbares présomptueux qui, il y

a dix-huit mois, se ruaient sur la France, comme à une fête, en chantant, sûrs de tout balayer devant eux.

Quel réveil, quand tu t'es dressé en travers de leur route, et qu'il leur a fallu se terrer pour arrêter ton élan !

Mais comment se seraient-ils attendus à ton réveil à toi, Populo ?

Depuis le temps que tu encaissais, sans rien dire, leurs provocations et leurs camoufflets, ne pouvaient-ils pas te croire, comme on le leur affirmait chez eux, incapable de résistance, vidé, fini, mûr pour la défaite et l'esclavage ?

Tu t'es ressaisi ; c'est égal, tu reviens de loin, avoue-le.

Qu'en penses-tu, maintenant, des belles phrases dont tes politiciens préférés enguirlandaient leur pacifisme ?

Où en serais-tu aujourd'hui, si nous les avions écoutés ?

(Censure)

Fraternité des peuples, solidarité humaine, arbitrage, as-tu assez naïvement coupé dans ces ponts-là, mon pauvre ami !

Laisse-moi rire !

A quoi bon des fusils, disais-tu, jetons-les ; c'est gênant pour s'embrasser.

Tu as été, pourtant, bien heureux d'en trouver sous ta main quand la Bête qui, depuis vingt ans, te guettait, escomptant ta décadence, te sauta par surprise à la gorge.

Pour un peu, tu aurais crié à la trahison parce que tu n'en avais pas assez.

Or, à qui la faute, Populo ?

* * *

Si tes illusions ont failli nous coûter cher, elles étaient, du moins, généreuses, et je ne te les reprocherai pas.

La pauvre humanité, qui se fraie douloureusement sa route vers un avenir meilleur, à travers d'incessants retours de la sauvagerie

déchainée, finira bien, un jour, par les reprendre à son compte pour en faire de radieuses réalités.

Mais, en attendant, la force brutale règne toujours sur le monde, et il est dangereux, tu le vois maintenant, pour un peuple, à moins d'être armé jusqu'aux dents, de marcher, comme toi, d'un siècle ou deux en avance sur le reste du troupeau.

Elles sont ton péril et ta gloire, ces hautes idées de liberté, de justice, de solidarité, qui alimentent ta vie morale. Je ne te demande pas d'y renoncer ; loin de là. Et, d'ailleurs, le pourrais-tu, même le voulant ?

Elles t'ont choisi, entre tous, pour s'incarner sur la terre, ont passé dans ton sang avec le sang de tes pères qui ont vécu et sont morts pour elles ; depuis ta naissance, tu les respires avec l'air de France, tout saturé d'elles ; elles représentent ce que tu as, en toi, de meilleur et de plus grand ; elles sont tes titres de noblesse parmi les nations.

Si chaque peuple à sa mission dans le monde, la tienne est de les semer, de les défendre, au besoin, *DE LES IMPOSER*.

Mais, pour cela, il faut la force, et voilà ce que tu avais trop oublié.

Rappelle-toi ; notre devise républicaine : liberté, égalité, fraternité, s'écrivait, à l'origine : liberté, égalité, fraternité, *OU LA MORT* ; risquer la mort pour les conquérir, donner la mort à qui les trahit.

Trois mots retranchés ont suffi pour changer en bêlement d'agneau ce rugissement de lion dont nos timidités s'effrayaient.

Les Français de l'An II qui l'ont poussé n'avaient pas, eux, de ces faiblesses. Ils vivaient dans la flamme. Envahis comme tu l'es aujourd'hui, ils ne se contentaient pas de se défendre. Apôtres guerriers de l'Idée, ils l'emportaient avec eux dans les plis de leurs drapeaux, lui faisaient passer la frontière, la promenaient triomphalement à travers l'Allemagne féodale qu'ils brisaient en morceaux sous la crosse de leurs fusils.

Mais leur œuvre n'a duré qu'un jour. A toi l'honneur de la reprendre et la gloire de l'achever.

Quand tu sortiras des tranchées où ton impatience s'énerve, ce sera pour marcher sur leurs traces jusqu'au Rhin, plus loin peut-être. Où que tu ailles, tu retrouveras, marqués, les pas de tes grands ancêtres.

On ne se refait pas, Populo. Tu as pu, de bonne foi, te croire pacifiste, antimilitariste, et le reste, mais ton hérédité te tient. Elle t'a mis debout au premier appel du clairon ; elle te pousse en avant, à la gloire. Va, mon ami, ne te raidis pas ; laisse toi emporter par elle vers l'épopée qui t'attend ; prends en tête de la civilisation en péril, la place de porte-étendard de l'Idée.

* * *

En vieillissant, tu t'étais assagi, trop, peut-être.

Tu en étais venu à regarder la paix comme le bien suprême, quelque cher qu'il te fallût l'acheter, à renier les beaux élans de ta jeunesse, les impulsions généreuses qui t'avaient, si souvent dans le passé, soulevé au-dessus de toi-même ; l'Idée n'avait plus de prise sur toi.

C'était un malheur.

Jamais un peuple n'a fait rien de grand sans elle ; sans elle, nous n'aurions eu, autrefois, ni les Croisades, ni Jeanne d'Arc, ni la Révolution ; sans elle, notre victoire de demain resterait incomplète et précaire.

Aujourd'hui que tu as retrempé dans l'épreuve ta volonté et ta force, ressaisis-le à pleines mains, cet étendard de l'Idée, élève-le au-dessus de la mêlée des peuples, qu'on puisse lire de partout ses devises :

« Guerre à la guerre ; Fraternité, Justice, Solidarité, Fédération » : qui crient au ciel les espoirs de l'humanité torturée, espoirs toujours renaissants parce qu'hélas, toujours déçus.

Vont-ils l'être encore cette fois-ci ? Non, si tu sais le vouloir, car l'heure a sonné de la lutte décisive entre la Bête et l'Idée.

Cette terrible guerre où tu te débats, et qui te cache l'avenir derrière son rouge écran, n'en est que la manifestation initiale, le

déclanchement fatal, prévu, nécessaire. Un cataclysme universel, le plus formidable de l'histoire, va passer sur le monde, le ruiner pour le transformer.

Depuis des années, sa menace pesait sur nos têtes, empoisonnant notre existence ; nous respirions mal dans nos sociétés usées où l'Idée était morte, tuée par la jouissance, étouffée par l'argent-roi, où des forces en gestation, comprimées jusqu'à la rupture, grondaient dans les profondeurs, où, à tous les échos, nous réclamions un sauveur, un nouveau Christ.

Maintenant que le voilà déchainé, il va tout balayer, purifier l'atmosphère, briser les vieux moules où se pétrifiaient nos concepts, et, de leurs ruines, faire surgir des énergies neuves, de nouvelles valeurs morales, politiques, économiques et sociales, reconstruire un monde où il y aura place, espérons-le, pour plus de justice et de bonheur que dans l'ancien.

Il va clore une ère humiliante de l'évolution humaine, ère d'anarchie, de violence, de conquêtes, de crimes contre le droit, dont le misérable produit a été notre Europe actuelle, mal venue, instable, mécontente d'elle-même, cherchant dans des armements insensés une sécurité précaire contre les conflits fratricides dûs aux bouillonnements de son sang vicié.

C'est la liquidation d'un passé de sept siècles qui commence, et, maintenant qu'elle est ouverte, quoi qu'elle puisse nous coûter, nous la poursuivrons jusqu'au bout.

S'il le faut, nous y jetterons tout, toutes nos énergies, tout notre or, toutes nos vies, mais nous arriverons à tirer la barre finale sous le bilan du passé, à ouvrir à l'avenir un nouveau compte avec une balance nette. Nous devons à nos morts héroïques qu'ils n'aient pas péri en vain.

LA TÂCHE

La paix définitive, voilà le but.

Pour l'atteindre, l'obstacle à vaincre, c'est le militarisme, et nous sommes encore loin, très loin, hélas, de l'avoir brisé.

D'ailleurs, ne t'imagines pas, Populo, que tu le trouveras jamais au bout de ta baïonnette, ce printemps ou l'automne prochain, sur un champ de bataille quelconque où tu pourras le crever.

Le militarisme, comprends-le, ce n'est pas le soldat ennemi que tu combats aujourd'hui en France et battras demain sur le Rhin ; c'est la volonté disciplinée de tout un peuple, tendue et organisée pour la guerre.

C'est elle qui a créé l'armée allemande, l'a lancée sur toi, et lui renvoie du monde à mesure que tu lui en tues ; c'est elle qu'il te faut faire plier, et tu n'en auras raison que chez elle, quand tu l'auras traquée dans ses repaires, dans les villes, les bourgades, les maisons ennemies, dans tous les crânes de Boches d'où elle monte ses mécanismes meurtriers.

Quand vous aurez, toi et tes alliés, occupé l'Allemagne, ses capitales, le réseau de ses chemins de fer, vidé et fermé ses arsenaux, ses casernes, ses bureaux de recrutement, ses kommandanturs ; quand vous aurez brisé et morcelé l'Empire, relégué le Kaiser à l'île du Diable et, où vous voudrez, les rois et les principicules, ses sous-ordres, installé à leur place des républiques de tout repos ; quand vous tiendrez les finances allemandes sous un contrôle assez strict pour qu'elles ne puissent plus servir à de nouveaux armements ; quand vous aurez détruit la caste militaire des hobereaux et réduit les officiers nobles à gagner leur vie comme employés de banque ou comme contrôleurs de tramways ; surtout quand, par une patiente pénétration de tous les jours, vous aurez repétri l'âme des vaincus,

alors, mais seulement alors, vous pourrez vous vanter d'avoir, pour toujours, délivré le monde du militarisme prussien.

Il pourra paraître présomptueux d'évoquer de telles perspectives à un moment où l'ennemi est encore chez nous, foule toujours notre sol sacré. Il faudra, cependant, qu'elles se réalisent, ou bien nous mourrons. Maintenant que nous nous sommes pris à la gorge, la Bête et nous, il n'y a plus qu'une question : lequel des deux tuera l'autre, car le premier qui desserrera son étreinte est sûr d'être dévoré.

* * *

Et puis, tu comptes bien, n'est-ce pas, que l'Allemagne devra nous payer les frais de cette guerre, aussi ruineuse que sanglante, qu'elle a voulue, provoquée ?

Tu n'as pas oublié les *cinq milliards* de 70.

Tu sais que, l'été dernier, le chancelier allemand déclarait en plein Reichstag que les vaincus auraient à supporter le fardeau des sommes énormes dépensées pour les réduire ; cela pour inviter le public allemand à souscrire des emprunts en papier, gagés uniquement sur la victoire.

Le chiffre de l'indemnité qu'ils comptaient nous imposer a été ouvertement discuté chez eux : 40 milliards pour la France et autant pour l'Angleterre. Un rien, comme tu vois. Ils en ont déjà rabattu, et en rabattront encore jusqu'à ce qu'ils reconnaissent que ce sera à eux de payer.

Vainqueurs, nous serons en droit, en leur appliquant leur morale, de les saigner à blanc, et nous n'y manquerons pas.

Mais l'opération exige l'immobilité complète du patient. Il faut qu'il soit solidement maintenu tout le temps qu'elle dure, et c'est là le but de l'occupation militaire.

Après 70 et le désastreux traité de Francfort, les Allemands ont gardé chez nous leur armée jusqu'au paiement des derniers millions de la rançon ; ils évacuaient le pays par zones successives, à mesure de nos versements.

Ne vois-tu pas que, s'il nous a fallu deux ans pour trouver cette somme relativement minime, il leur en faudra, à eux, dix ou vingt fois plus pour se libérer de leur dette, même si nous nous montrons généreux et renonçons à tout réclamer.

La guerre les laissera ruinés, sans un sou vaillant ; on peut même affirmer qu'ils le sont déjà, et que c'est la banqueroute financière qui précipitera leur fin.

Où il ne restera rien, que pourras-tu prendre ?

Tu devras leur donner le temps de se refaire avant de les passer à la tondeuse.

La période d'occupation sera donc forcément très longue, d'autant que tu n'es pas seul, que tes alliés Anglais, Russes, Italiens, auront, eux aussi, leurs reprises à exercer.

Si l'Autriche-Allemagne redevenue matériellement prospère peut fournir, tout compris, une contribution annuelle de deux à trois milliards, c'est là un maximum que des considérations d'un autre ordre nous empêcheront probablement d'exiger.

A ce taux-là, fais le compte de ce que l'occupation devrait durer jusqu'au remboursement intégral des *cent cinquante ou deux cents milliards* que la guerre aura coûtés aux Alliés. Tu en serais lassé bien avant la fin. Ne t'illusionne donc pas trop sur le résultat financier, mais cela n'empêche pas le principe d'être juste et l'occupation nécessaire.

* * *

Ainsi, quoique que tu en aies, Populo, quelle que soit ta hâte légitime d'en avoir fini pour rentrer chez toi, reprendre ta charrue, tes outils, embrasser ta femme et tes gosses, te voilà condamné, par la force même des choses, à poursuivre ta tâche jusqu'à la conquête du territoire ennemi, ou plutôt jusqu'à son occupation temporaire, simple prise de garanties pour l'avenir, qui n'implique pas l'annexion.

De celle-ci, tu ne veux pas, je le sais, et je n'en veux pas davantage, parce qu'elle aboutirait fatalement à rouvrir, par de nouvelles

l'ei, nous différons. —

guerres où nous n'aurions plus le beau rôle, le cycle de violences que notre but est de fermer.

Cependant, précisons-le, ni toi ni moi ne considérerons comme telle pas plus la reprise de l'Alsace-Lorraine, bien volé qui, en droit, n'a jamais cessé d'être à nous, que celle de la Sarre moyenne que les découpeurs du Congrès de Vienne nous ont enlevée, il y a cent ans.

C'est justement parce que nous avons tant souffert d'une violation de notre droit, à nous, que nous devons respecter celui des autres, que nous ne céderons pas à la tentation de nous tailler, en pleine chair allemande, sur la Moselle et sur le Rhin, autour de Trèves et de Coblenz, comme trop de patriotes plus exaltés que prévoyants nous y invitent, une Alsace-Lorraine à l'envers (1).

Nous nous épargnerons la honte de voir des députés protestataires siéger au parlement français.

Mais, qui sait ?

Mesure de répression, au début, l'occupation, avec le temps, pourra changer de caractère.

(1) A l'appui de leur thèse, les annexionnistes invoquent, outre des droits historiques lointains, dérivés de conquêtes que le temps n'a pas consacrées, des considérations d'ordre militaire :

Paris est trop près de notre frontière de l'Est. Une offensive brusquée peut l'atteindre en quelques marches, comme l'a prouvé l'agression, presque réussie, de 1914. Nous ne serons définitivement à l'abri que derrière la ligne du Rhin, limite naturelle de la France.

Cette argumentation présuppose que l'anarchie ancienne et les guerres de conquêtes continueront longtemps encore après la clôture du conflit actuel **DONT ELLE MECONNAIT LE CARACTÈRE ESSENTIEL DE LIQUIDATION DÉFINITIVE DU PASSE.**

Comment ceux qui la soutiennent ne voient-ils pas qu'ils ne font que reprendre, démarquer, *en les justifiant par là même*, les théories allemandes à propos de l'Alsace-Lorraine ?

L'Alsace, disait Bismarck, est la clef de notre maison ; il nous la faut. Metz, avouait de Moltke, est une ville française, mais elle vaut 100.000 hommes ; nous ne pouvons vous la laisser.

Or, l'annexion de l'Alsace-Lorraine a coûté à l'Allemagne **QUARANTE MILLIARDS**, plus que sa valeur, et l'a conduite à la situation d'aujourd'hui.

Que nous coûterait celle du Palatinat et de la Prusse Rhénane ? Ou nous conduirait-elle ? Certainement pas au désarmement général qui, pour tous les Alliés, reste l'objectif supérieur de la lutte actuelle, et où nous n'arriverons que par l'institution d'un nouvel ordre de choses basé sur la Justice, donc acceptable pour tous.

Si elle est conduite avec tact, si nous évitons de froisser inutilement les vaincus, si nous maintenons dans nos troupes une discipline ferme, en un mot, si nous nous contentons d'occuper sans opprimer, surtout si nous nous efforçons de nous faire aimer, peut-être parviendrons nous à réveiller des sympathies endormies chez celles de ces populations qui nous ont déjà appartenu à des moments divers de notre histoire.

Si nous savons laisser la comparaison se faire toute seule dans les âmes entre la liberté française et le caporalisme prussien, le jour pourra venir où, dans la province Rhénane, par exemple, des voix s'élèveront, comme après le Congrès de Vienne, pour réclamer son incorporation à la France, le retour au régime d'avant 1815.

Alors, nous porterions la cause devant le Tribunal de l'Europe qui prescrirait une enquête, un plébiscite, et qui jugerait.

Nous arriverions ainsi, par un détour, et en douceur, au même résultat que les annexionnistes veulent atteindre par une inadmissible violence.

* * *

Que ces rêves, car ce sont des rêves, aient chance ou non de se réaliser, nous n'en renoncerons pas moins, en principe et d'avance, à toute annexion. Seulement, ce sera uniquement pour nous-mêmes, dans l'intérêt supérieur de l'Idée, que nous le ferons, et non par égard pour les vaincus. Des égards, ils n'en méritent pas.

Mais alors, nous dit-on, tandis que la Russie, déjà immense, réunira à la Pologne la Galicie et la Silésie, s'installera à Constantinople, s'étendra encore en Arménie, tandis que l'Italie et jusqu'à la petite Serbie s'agrandiront, nous ne retirerions nous, de cette lutte qui nous aura coûté si cher, aucun profit matériel, aucun avantage territorial ? C'est inadmissible.

Et pourquoi ?

Les annexions précitées, à part Constantinople qui devrait être neutralisé, seront aussi légitimes que la reprise par nous de l'Alsace-Lorraine, parce qu'elles porteront sur des éléments ethniques appartenant de droit aux nationalités qui les réclament.

Elles ne feront donc que consolider l'état de choses nouveau, loin de le vicier, dès sa naissance, par les germes de troubles futurs qu'y introduiraient des acquisitions territoriales arbitraires.

Victorieux, ils ne se seraient pas embarrassés de pareils scrupules. Pour eux, la conquête était le but même de la guerre qu'ils considèrent comme une industrie lucrative où s'est spécialisée leur race de proie, comme une vaste entreprise de déménagement organisée pour vider de tout leur contenu, *y compris les habitants*, les pays par eux envahis.

Ils ont volé, en Belgique et dans le nord de la France, pour près de *dix milliards* de biens particuliers : argent, marchandises, machines, outillage d'usines, métaux, objets d'art, meubles de toute sorte, depuis les pianos jusqu'aux pots de chambre, qu'ils ont osé mettre en vente publique, à Berlin et dans leurs grandes villes, et qui ont trouvé des acheteurs.

L'an dernier, alors qu'ils croyaient tenir Paris, ils l'avaient, d'avance, divisé en secteurs qu'ils se proposaient de piller méthodiquement, un par jour. Et cela n'est encore rien, rien que du brigandage à main armée, corsé d'incendies, d'assassinats et de viols, crimes justiciables de la cour d'assises internationale que nous aurons à instituer pour les punir.

Leur forfait inexpiable, c'est l'attentat qu'ils méditaient contre le droit humain, la personne même des vaincus.

Sous prétexte que la Germanie actuelle est trop étroite pour tous les Allemands qui y naissent, qu'ils y sont trop serrés et qu'ils leur faut de la place, cette place, ils comptaient la leur faire dans les territoires conquis dont ils étaient décidés à expulser en bloc, à transplanter ailleurs, la population tout entière.

La propriété foncière et industrielle devait y être abolie pour permettre à une forte colonisation allemande, recrutée parmi les sous-officiers et les soldats de la grande guerre, de s'installer sur les terres et dans les usines évacuées.

Privés de tous droits politiques et même humains, les ouvriers qu'il serait nécessaire d'y garder pour exploiter leur travail ne devaient plus former qu'un misérable troupeau d'esclaves, toujours sous le fouet du maître, rançonnable, corvéable, et fusillable à merci.

Le retour au servage du Moyen-Age, la résurrection du VIII^e siècle

de au xx^e, voilà le sort qu'ils réservaient à la Belgique, au Nord et à tout l'Est de la France.

Que veux-tu, Populo, ils avaient besoin, ces gens-là, de l'embouchure du Rhin, de l'Escaut et d'Anvers, de Calais et de nos charbonnages du Nord, de nos mines de fer Lorraines, de la Pologne russe et de ses richesses agricoles ; le plus simple n'était-il pas de les prendre, puisqu'ils se croyaient sûrs de ne pas, eux-mêmes, être pris ?

C'est la morale de Bonnot élargie par un Empereur.

Si cela ne te suffit pas comme explication, tu as vraiment la tête trop dure, et ils se seraient chargés, eux, de t'ouvrir l'intelligence à coups de crosse sur le crâne.

* * *

Ne crois pas à une exagération de ma part. Je ne te raconte pas, ici, les rêves de quelques fous sanguinaires ; ces plans sauvages ont été exposés et discutés bien avant la guerre, dans les plus grands journaux et les plus graves revues de l'Empire ; des intellectuels en renom ont écrit là-dessus des livres que le public s'est arrachés ; ils ont été adoptés d'enthousiasme par les grandes Associations allemandes : ligue pangermaniste, ligue des agriculteurs, union centrale des industriels allemands, ligue des paysans *Chrétiens*, union des classes moyennes, et j'en passe, comptant entre elles toutes *plusieurs millions d'adhérents*.

Ce crime d'intention, c'est le crime de tout un peuple. Pas d'exception à faire ; ils y ont tous participé, les militaires, les bourgeois, les commerçants, les industriels, les paysans, les ouvriers, à commencer par tes amis les socialistes qui, s'ils en avaient eu l'occasion, t'auraient donné, eux, de la fraternité à leur manière.

Tous sont marqués au front du même stigmatte infamant.

Un jour que j'en aurai le temps, je te copierai les textes, et tu jugeras. En attendant, en voici un que je livre de suite à tes méditations parce qu'il est court et décisif ; fais en ton profit :

Le lendemain de la déclaration de guerre, un publiciste allemand, s'adressant à nous, les Français, écrivait :

« Puisque vous avez voulu la guerre, vous l'aurez. »
« Mais nous ne nous contenterons pas, cette fois, de quelques lambeaux de territoire et d'une misérable somme d'argent. »
« Quand nous vous aurons vaincus, et qu'à genoux dans votre sang vous demanderez grâce, nous serons sans pitié, nous vous prendrons tout ; vous travaillerez pour nous ; VOUS SEREZ NOS ESCLAVES ! »

Et voilà les gens sur qui les Français trop généreux, aux illusions trop tenaces, s'apitoient d'avance, en qui ils persistent à te montrer des frères futurs que tu devras te garder d'humilier.

La plaisanterie est sévère ! Contre eux, les plus dures représailles seraient légitimes ; le moins que nous puissions exiger, c'est la paix qu'ils voulaient nous imposer, la paix à genoux.

On nous dit : la haine est impie, et la vengeance dégrade qui l'exerce.

C'est vrai ; mais le mépris, lui, est un sentiment d'un autre ordre. Depuis la Vierge qui, dans la symbolique chrétienne, écrase le serpent sous son pied nu, jusqu'au tribunal qui condamne de haut un être abject, il accompagne nécessairement tout acte de justice.

Les Allemands se sont salis pour l'éternité ; un civilisé ne pourra plus, désormais, les toucher qu'avec des gants et des pincettes.

Lorsque, après les destructions, les réparations et les châtiments nécessaires, nous aurons à reconstruire l'Europe sur la base solide de l'idée, nous devons laisser de côté la chimère d'une fraternité universelle qui ne sera jamais de ce monde, et concentrer nos efforts sur la réalisation, seule pratique, d'une Fédération militaire et économique, entre alliés, fondée contre l'Allemagne, et dont elle sera exclue, qui la tiendra en tutelle, l'entourera d'une sorte de cordon sanitaire, comme, dans les ateliers ou au régiment, on met en quarantaine le camarade indésirable qui refuse de se plier aux lois et aux convenances du milieu.

Tu sais combien cette punition terrible est efficace. C'est dans son application rigoureuse et prolongée qu'il faut mettre notre seul

espoir de voir, un jour, les Allemands amendés reprendre leur ancienne place dans l'assemblée des nations.

* * *

Ne vas pas t'imaginer, Populo, que, si nécessaire qu'elle nous semble, la Fédération dont je te parlais à l'instant se fera toute seule.

Dès les premières tentatives, l'Idée viendra se buter à des intérêts particuliers, complexes, différents, souvent opposés, parfois même, contradictoires. Ce sera une grosse affaire que de les peser, ajuster, compenser.

L'Europe ne paraît malheureusement pas mûre encore pour une pareille liquidation. L'illusion des kilomètres carrés et des frontières stratégiques, comme éléments de puissance, y règne toujours, aussi bien chez nous que chez nos ennemis et nos alliés.

C'est à elle qu'obéissent les Allemands, quand ils revendiquent pour eux, dans leur rêve d'une paix qu'ils imposeraient, l'embouchure hollandaise du Rhin, la Belgique, le Nord et l'Est de la France, sur lesquels ils n'ont aucun droit ;

(Censure)

Allons-nous donc, sur les ruines de l'Europe anarchique d'hier, en reconstruire une autre tout aussi instable, où subsisteront les mêmes ferments de conflits, empêchant ce désarmement définitif sur lequel comptent les peuples assoiffés de paix, en vue duquel ils consentent des sacrifices qui ne doivent pas rester vains ?

C'est dommage ! Nous étions, cependant, si bien partis, il y a dix-huit mois, aux cris de « guerre à la guerre ; que celle-ci soit la dernière » !

Si l'enthousiasme des premiers jours a baissé, c'est que nous ne voyons plus clairement où nous allons. L'Idée s'est voilée.

Il ne serait pourtant pas difficile de la remettre en pleine lumière, par une déclaration solennelle des Alliés, proclamant leur renoncement à toute conquête que ne justifieraient pas des droits

ethniques et historiques évidents, leur volonté absolue de neutraliser les points stratégiques et les territoires què pourraient revendiquer à la fois plusieurs nationalités.

Sur cette base, et seulement sur elle, il sera possible de fonder la future Fédération Européenne qu'il nous faut réaliser à tout prix, si nous ne voulons pas que notre formidable effort d'aujourd'hui ait été dépensé en pure perte.

S'il est trop tôt, encore, pour en discuter les détails, on peut, pourtant, la concevoir, dans son ensemble, comme un organisme régulateur superposé aux Etats qui conserveraient chacun leur autonomie, leurs lois propres, leur régime politique et leur liberté de le modifier, leur armée réduite proportionnellement au chiffre de la population ; organisme qui disposerait d'une force matérielle suffisante pour assurer le respect de ses décisions, et à laquelle tous les contractants participeraient ; organisme enfin qui absorberait en lui toutes les institutions internationales actuelles, en les étendant aux chemins de fer, aux compagnies de navigation, plus tard même, à la monnaie, au crédit, assurant ainsi l'union économique qui sera, n'en doutons pas, le gros problème de demain.

Ainsi constituée, l'Europe pourrait vivre, désarmer graduellement, se développer librement dans la paix, sans crainte d'être entraînée dans l'avenir à de nouvelles boucheries, une fois que les bouchers d'aujourd'hui auront subi l'exemplaire châtiment qu'ils méritent et qui les attend.

..I

L'EFFORT .

Voilà le but.

Mais, pour l'atteindre, il faut commencer par tuer la Bête, et elle est encore bien vivante ; nous nous en apercevons tous les jours.

Ses ressources insoupçonnées, sa souplesse nous déconcertent ; elle fait tête de tous les côtés avec des soubresauts imprévus, garde

toujours ses griffes enfoncées dans notre chair, en Belgique, en France, en Pologne, en Serbie.

Les concours espérés tardent à nous venir ; les neutres, intimidés, se réservent ou prennent, plus ou moins ouvertement, parti contre nous. Ils seront là pour l'hallali, mais non pour la bataille.

Dans ce duel à mort, nous n'avons à compter que sur nous-mêmes. La lutte en sera prolongée, l'effort doublé, voilà tout, mais, contre vents et marée, nous vaincrons, parce que nous avons pour nous le nombre, la richesse, la liberté des mers, la force morale, l'Idée ; avec cela nous finirons toujours par user la Bête avant qu'elle nous ait usés.

✕ Pour ne parler que de la France, il faudrait la croire bien dégénérée pour supposer que ces dix-huit mois de guerre ont, non pas épuisé, mais entamé gravement ses ressources de résistance et sa résignation au sacrifice.

Elle a déjà traversé, dans son existence historique, d'autres crises où elle a infiniment plus souffert que, jusqu'à présent, dans celle-ci ; la Révolution, par exemple :

Alors, elle luttait en désespérée, seule, songes-y, contre toute l'Europe coalisée. Si elle n'en est pas morte, c'est qu'elle s'est cramponnée avec une rage sacrée à la vie, qu'elle a fermement voulu ne pas mourir.

Envahie, faisant tête sur quatre fronts, en Champagne, au Nord, sur le Rhin, en Italie, elle se battait, réduite aux derniers degrés de la misère.

A l'arrière, la famine partout : dans les villes, les femmes s'ameutaient à la porte des boulangers ; dans les campagnes, on mangeait de la paille, des écorces, on déterrait des racines ; on fondait les cloches des églises pour faire des canons ; on grattait le salpêtre des caves pour fabriquer de la poudre.

Sur le front, ni pain, ni souliers, ni fusils à donner aux soldats. Alors, les chefs leur montraient l'ennemi, ses magasins bondés, ses convois de vivres et de munitions, et leur ordonnaient d'aller les prendre.

Ils y allaient...

« Et l'on voyait marcher ces va-nu-pieds superbes
» Sur le monde ébloui ».

Voilà ce que tes pères ont fait, Populo. Tu les vaux, et ta gloire effacera la leur. Entre eux et toi, cependant, quelle différence !

Regarde-toi, tâte-toi donc :

Bien armé, bien vêtu, bien nourri, amplement pourvu de tout, sûr d'être bien soigné si tu tombes, soutenu par des alliés puissants

qui l'ont, hier, empêché d'être écrasé et t'aideront, demain, à vaincre, tu n'as qu'à attendre dans tes lignes le moment de l'effort suprême, tandis qu'à l'arrière, la prévoyance de la nation met les tiens à l'abri du besoin, et tout le pays à ton service travaille jour et nuit à te forger les armes qui avanceront ta victoire.

Compare maintenant, et si, par impossible, une défaillance te prenait, demandes-en pardon aux ancêtres.

* * *

La France épuisée, la France à bout ? Allons donc !

Les Boches le prétendent ; nous, nous en rions.

Et tu en rirais toi aussi si, de ta tranchée, tu pouvais embrasser d'un coup d'œil cette France qui trouve en elle des ressources insoupçonnées à mesure que la lutte se fait plus âpre ; où, malgré ton absence, les récoltes se rentrent, la vendange se fait, les labours se préparent, les usines fument ; où, au premier appel, un milliard se préparent, les usines fument ; où, au premier appel, un milliard et demi d'or est sorti des bas de laine et des tiroirs ; où, la vie continue, à peine ralentie, presque normale, surtout dans les villes où l'on s'aperçoit peu, presque pas assez, de la guerre, dans les ports où se pressent les navires qui t'amènent les produits du monde entier.

Non, la France n'a pas épuisé son effort. Ce qu'on lui a demandé jusqu'ici n'est rien auprès de ce qu'elle peut donner et qu'elle donnera, s'il le faut.

Ses hommes, d'abord :

La sage prévoyance du commandement a su les ménager avec des précautions infinies, nécessaires, parce qu'il faut que, quelle que soit la durée de la lutte et l'usure qu'elle entraînera, la France arrive au bout avec une armée encore puissante qui lui permette, même vis-à-vis de ses alliés, de parler haut et de défendre elle-même ses intérêts vitaux devant le futur Congrès des nations.

On y a réussi, les faits sont là : après dix-huit mois de campagne, nous avons, sur le front, le double de monde qu'au début.

Mais le moment peut venir où il faudra jeter, sans compter, les vies de nos soldats, dans la balance de la victoire. Ils les donneront noblement ; leur héroïsme d'hier nous est garant de leur dévouement de demain.

Puis, son or :

La guerre, jusqu'à présent, nous a coûté *vingt milliards* ; nous dépensons aujourd'hui *deux milliards et demi* par mois.

Et pourtant, jusqu'à hier, aucun appel n'avait encore été fait aux ressources immenses du capital accumulé ; les impôts ordinaires n'ont même pas été augmentés, alors que l'Angleterre, plus riche, a déjà doublé les siens, qu'elle laisse entrevoir à ses contribuables l'éventualité d'une main-mise sur la moitié de leurs revenus, et qu'en Hollande, pays neutre cependant, un ministre a déclaré, en plein parlement, que, dans la crise actuelle, chaque citoyen devait à la nation tout ce qu'il possédait, sauf le strict nécessaire pour sa subsistance.

Mais voici que nous nous décidons, à notre tour, à mobiliser notre épargne. Elle vient de répondre avec enthousiasme au premier appel de la nation, et conserve encore des réserves pour ceux qui lui seront faits plus tard ; nos milliards vont marcher, comme nos corps d'armée, à la bataille.

Les petits videront leurs bas de laine dans la main tendue de la France ; les riches verseront leur or comme toi, Populo, ton sang ; ils donneront même, eux, et leur sang et leur or, puisqu'ils sont à

tes côtés, à la bataille, dans une confusion des classes qui prépare la France unie de demain.

Epaule contre épaule, nous tiendrons, des années s'il est nécessaire, jusqu'à la mort qui n'est rien, jusqu'à la ruine qui n'est pas grand chose, mais, aussi, jusqu'à la victoire qui, seule, importe, et qu'il nous faut.

* * *

A l'heure où je t'écris, un petit peuple sublime, la Serbie, nous précède de loin sur la voie de l'immolation sans réserve au devoir et à l'idée.

Epuisé par trois ans de guerre au cours desquels il a battu tour à tour les armées trois fois plus nombreuses des Turcs, des Bulgares, et des Autrichiens, décimé par le feu et les épidémies, n'ayant plus rien à perdre que ce qui lui reste de vies, réduit à armer ses derniers soldats avec les canons et les fusils pris à l'ennemi, il n'en a pas moins fait tête, avec un héroïsme confiant, presque joyeux, à l'agression allemande et à la trahison de ses voisins que nous n'avons pas su prévenir.

Représente-toi ce qu'a pu être cette lutte inégale, le dénuement qui règne dans ce pays montagneux, rude et pauvre, déjà dévasté par trois guerres féroces, dans ces misérables villages sur lesquels l'invasion, le typhus et le choléra ont passé, où il n'y avait pas grand chose avant et où il ne reste rien aujourd'hui, ni vivres, ni bestiaux, ni vêtements, ni médicaments pour les blessés ; imagine-toi les vieillards, les jeunes gens, les femmes, un demi-million, dit-on, abandonnant leurs maisons vides, sans même en fermer la porte, non pour fuir, mais pour suivre l'armée, ramasser les fusils des morts, et faire à l'envahisseur, en arrière de ses colonnes, une guerre de partisans, sans merci ; puis, quand il a fallu plier sous le nombre, l'exode, la retraite à travers les montagnes sauvages de l'Albanie, sans pain, les derniers canons traînés à bras dans la neige, et ces hommes épuisés, à peine arrivés à la mer, ne réclamant aux Alliés que des armes

pour retourner à l'ennemi ; tu comprendras alors jusqu'où peut aller l'énergie humaine, la résolution farouche de vaincre ou de succomber.

IV

RÉPERCUSSIONS

Certes, nous n'en serons jamais réduits, quoiqu'il arrive, aux mêmes extrémités que la Serbie ; l'étendue de notre territoire, notre richesse, notre libre accès à la mer, nous permettraient, au besoin, une résistance indéfinie. Et, s'il fallait en venir là, si la victoire était à ce prix, tu serais le dernier, Populo, à avoir le droit de te plaindre.

Expliquons-nous :

Mais, d'abord, laisse-moi distinguer entre le soldat, l'ouvrier, et le paysan qui sont en toi.

Soldat, je t'ai prouvé la nécessité de la lutte ; tu feras donc ton devoir, quoi qu'il puisse t'en coûter, résolument, jusqu'au bout.

Ouvrier, le manque de bras imputable à la guerre, les besoins toujours croissants de la Défense Nationale, t'ont créé, sur le marché du travail, une situation privilégiée. Tu ne crains plus le chômage ; tu touches aujourd'hui des salaires que tu n'avais jamais connus, et le gros reproche à te faire, c'est que tu les dépenses à mesure, sans souci de l'avenir, avec une prodigalité regrettable de grand enfant imprévoyant.

Paysan, quoi qu'il arrive, la terre, ta bonne nourrice, te fournira toujours les moyens de subsister.

Tes champs, faute de main-d'œuvre, pourront rester en friche dans la campagne désertée, tu ne gagneras plus d'argent, c'est un malheur, mais tu auras toujours le lait de ta vache, le lard de ton cochon, les œufs de tes poules, les choux et les patates que tu arriveras bien à faire pousser dans quelque coin.

Avec cela, on peut vivre, étaler la crise, et vivre, durer, c'est

tout ce qu'un homme sera en droit de demander dans les temps difficiles que nous aurons à traverser.

Celui qui souffrira le plus d'une longue guerre, c'est, je vais l'étonner, le petit bourgeois, le petit rentier, le retraité, le demimonsieur, le calicot, le gratte-papier, employé de banque ou clerc de notaire à cent francs par mois, qui vivait sur un budget déjà insuffisant, incompressible, que le renchérissement de tout a, d'un jour à l'autre, réduit encore de moitié.

C'est aussi l'intellectuel, savant, écrivain, ou artiste, qui ne trouvera plus d'acheteur pour sa science, sa prose ou ses tableaux. Combien d'entre eux ne regrettent pas déjà de n'avoir pas, comme toi, en main, un métier, un outil qui assurerait leur subsistance (1).

Leur misère est sans remède, et ne pourra que s'accroître avec les charges nouvelles que l'augmentation forcée des impôts fera peser en partie sur eux.

De nous tous, ils sont les plus à plaindre, et ils sont légion.

* * *

Ils ne demandaient, eux, qu'à vivre tranquilles, à continuer, dans leur petit coin, leur modeste existence, résignés sinon satisfaits.

Mais toi, Populo, tu n'étais ni l'un ni l'autre. Tu trouvais la société mal faite, ta part de jouissances insuffisante, et, pour la grossir, tu rêvais de tout chambarder.

Tu prêtais complaisamment l'oreille aux meneurs qui te prêchaient la violence, la grève générale qui ferait voler en éclats, dans une catastrophe instantanée, la mécanique compliquée de cette société marâtre par toi condamnée.

Je le sais, pour tes chefs, il ne s'agissait pas là d'une réalité imminente, mais d'un passage à la limite, d'un mythe évoqué pour stimuler ton apathie, te pousser aux grands efforts, te maintenir dans l'état de mobilisation permanente exigé par la lutte de classes.

(1) Le kaiser s'est montré plus prévoyant : il a fait apprendre un métier manuel à chacun de ses enfants. Lui-même est relieur : choix heureux, puisque c'est une profession facile à exercer en prison.

Toi, tu n'y voyais pas de si loin ; tu acceptais, avec une résignation farouche, la perspective des ruines irréparables, des misères inouïes qu'elle aurait entraînées, même pour toi, peut-être surtout pour toi, en attendant les reconstructions futures sur lesquelles, et pour cause, on se gardait de s'expliquer. Eh bien, sois content ; la débâcle est venue : c'est la guerre.

Je ne sais vraiment pas ce que tu pouvais rêver de mieux comme catastrophe. Ne vois-tu pas qu'elle travaille pour toi, qu'elle est en train de briser pour toi les vieux moules, de modifier à ton profit les valeurs sociales, et que, plus elle durera, plus ses répercussions, déjà sensibles, seront profondes, ineffaçables ?

* * *

Tu as une sainte horreur de l'argent, Populo, et je t'en loue ; eh bien, c'est par l'argent dont elle avait fait son Dieu que la vieille société périra.

La guerre, jusqu'à présent, nous a coûté *vingt-deux milliards*, et l'année où nous entrons en absorbera *trente* (1), au bas mot.

Au total, *cinquante-deux milliards*, soit, déduction faite des recettes, *quarante-deux milliards* à trouver, dont il faudra payer l'intérêt, représentant une charge de *deux milliards et demi* qui viendra grever notre budget normal de *cinq milliards* que nous avions déjà tant de peine à boucler.

Ajoutes-y encore les pensions à servir aux mutilés et aux veuves, les sommes énormes qu'exigera la réparation des ruines laissées par l'invasion, la réfection de notre matériel de guerre usé dans la lutte, une majoration des traitements des petits fonctionnaires en rapport avec le renchérissement de la vie, et, tu le verras, c'est à une dépense annuelle de *dix milliards* que nous allons.

(1) Il est assez difficile de préciser des chiffres qui grossissent de mois en mois. Tandis que notre dépense *mensuelle*, pendant le premier trimestre de 1915, a été de *1.665 millions*, les prévisions du ministère des finances s'élèvent, pour le premier trimestre de 1916, à *2.505 millions* par mois.

Notons, en passant, que la guerre coûte actuellement à l'Angleterre, *trois milliards sept cent millions* par mois.

ce sera 12 ou 13 milliards en la guerre
thèse pour la loi de 1917 —

Peut-être même ai-je été modeste dans mes calculs. Au train dont vont nos affaires, une troisième année de guerre apparaît déjà comme possible, sinon probable.

En ce cas, les chiffres s'écriraient ainsi : *soixante-dix milliards* pour la dépense et *douze*, au moins, pour l'annuité.

Si nous étions seuls dans la nasse, nous pourrions encore nous en tirer ; pourvu que nous ayons la victoire, nous trouverions au dehors des prêteurs qui auraient confiance en nous, nous consentiraient de longs crédits gagés sur notre avenir ; nous pourrions répartir notre charge sur plusieurs générations.

Mais l'Europe entière y est engagée comme nous ; les deux premières années de guerre lui coûteront, autant qu'il est possible de préciser de pareils chiffres, *deux cent cinquante milliards*, et la troisième, si on ne réussit pas à l'éviter, *cent cinquante* de plus.

On se demande où elle les prendra. L'Allemagne, l'Autriche, la Turquie, sont déjà en état de banqueroute virtuelle, et leur éroulement ébranlera le monde entier, nous compris, car, en matière de finances, il n'y a ni ennemis ni amis, mais seulement des débiteurs et des créanciers.

Sans doute, ce ne sera pas là de l'argent volatilisé, perdu pour toujours.

Il se dépensera, pour les trois quarts, en salaires, en allocations qui resteront dans le pays ; il ne fera, somme toute, que changer de mains.

C'est vrai, mais c'est précisément ce changement-là qui importe.

D'où viendra l'argent ? De l'impôt qui devra être doublé ou triplé. Et sur qui pèseront les charges nouvelles ? Nous allons le montrer : surtout sur les détenteurs du capital.

Il y aura donc déplacement de richesse de la classe possédante au prolétariat. Mais, tandis qu'entre les mains de la première elle représentait une force accumulée, bonne ou mauvaise selon son emploi, en tout cas chargée de potentiel, une fois distribuée par fractions infinitésimales au prolétariat, elle ne fera guère que l'aider à mieux vivre, et se dissoudra à mesure dans la circulation générale.

ici, avec comme un accord -

Elle aura perdu toute sa puissance créatrice, et, avec elle, l'art de la domination de la bourgeoisie, le capital, lui sera tombée des mains :

L'universalité du désastre travaille donc pour toi, Populo, parce qu'elle conduira fatalement à une liquidation générale, d'abord, puis à une reconstruction qui ne sera pas limitée, comme avec ta révolution ouvrière, à la France jetée seule en pleine crise, tandis que les autres poursuivraient tranquillement leur évolution normale.

Il est peu probable, d'ailleurs, qu'ils t'eussent laissé faire, et tes alliés les plus sûrs d'aujourd'hui se seraient prouvés, comme il y a cent vingt ans, tes ennemis les plus implacables.

* * *

Pour en revenir à nous, l'addition de cinq nouveaux milliards au budget représente, au bas mot, le doublement des impôts actuels, à condition qu'il soit possible, ce qui semble plus que douteux.

Admettons-le cependant.

Les difficultés commenceront quand il s'agira de répartir équitablement cette charge énorme.

Inutile de rien demander aux impôts indirects, de consommation, qui sont arrivés à bout, et dont la majoration conduirait à un renchérissement inadmissible du prix, déjà excessif, de la vie.

On sera donc conduit, par la force même des choses, à s'adresser à la richesse acquise ou transmise, au capital et à l'héritage.

Ne vois-tu pas que c'est toute une transformation sociale qui se prépare, à ton profit, sans que tu aies besoin de t'en mêler ?

Certes, elle ne s'opérera pas instantanément, comme tu le rêvais ; dans notre monde positif, il n'y a plus ni fées, ni baguettes magiques ; mais ce ne sera jamais l'affaire que d'une ou deux générations, tout au plus.

Pour quelques grosses fortunes qui sont en voie de se constituer par la guerre, et sur lesquelles nous aurons, à la liquidation, des reprises légitimes à exercer, des milliers et des milliers d'aisances

*Ici, le cas en opposition complète avec
vous, et le cas toujours qui est mal
qui se lève -*

modestes vont, peu à peu, disparaître, dévorées graduellement par un fisc de plus en plus insatiable.

Leurs anciens détenteurs, ou, sinon eux, du moins leurs enfants, s'en iront grossir l'armée du prolétariat, lui apportant l'appoint de leur hérédité meilleure, de leur instruction plus grande, de leurs instincts plus affinés, qui agiront sur lui comme ferments de développement moral et de progrès.

Et quand cette armée-là aura envahi toute la France, la lutte de classes sera sans objet, puisqu'il n'y aura plus qu'une classe, devenue tellement prépondérante qu'elle étouffera sans combat ce qui pourrait rester des autres.

Ne t'y trompe pas, Populo ; je n'envisage pas sans appréhension les effets de ce nivellement social auquel il nous reste, hélas, bien peu de chance d'échapper ; tout mon espoir est qu'il n'atteindra que la misérable puissance de l'argent, et qu'en libérant de sa servitude les hautes valeurs morales, le talent et le caractère, il leur assurera, dans la conduite des affaires du monde, une part moins infinitésimale et moins subordonnée que celle qui leur était laissée jusqu'ici.

V

ANTICIPATIONS

En tout cas, ce qui viendra ne sera pas l'âge d'or, de la rêverie paresseuse sous les arbres ou sous les lambris des cafés, pour une humanité désormais affranchie du travail.

Personne aujourd'hui, même toi, Populo, ne croit plus au mirage collectiviste, à l'ouvrier futur libre de son temps après trois ou quatre heures de la matinée passées à regarder fonctionner des machines plus intelligentes que lui.

Le travail, le vrai, à la sueur du front, bienfait ou malédiction pour l'espèce, restera plus que jamais la dure loi de la société nouvelle qui aura tant de ruines à réparer, avec des millions de bras en moins, fauchés par la guerre.

Il faudra qu'elle en trouve d'autres pour les remplacer, et je t'ai montré d'où ils lui viendront. Il est donc impossible de la concevoir autrement que comme une fédération de producteurs, qui trouvera ses cadres tout prêts dans tes syndicats professionnels.

Seulement, ceux-ci devront renoncer à leur rêve révolutionnaire de la reprise, par la violence, des instruments de production.

Comment se fera la transition ? Je l'ignore, mais, ce dont je suis sûr, c'est que la guerre nous aura rendu, tout au moins, le service de nous débarrasser pour longtemps, pour toujours, espérons-le, de cet affreux cauchemar du *Grand Soir* sous la menace duquel nous vivions auparavant.

Elle semble avoir amplement satisfait tes instincts de brutalité, puisque tu en est las ; et si tu veux la voir finir, ce n'est pas, je présume, pour en rallumer une autre, civile, cette fois.

Il y a des choses, comprends-le, qui sont devenues impossibles :

Tu ne pousseras pas l'incohérence jusqu'à brûler Paris de tes mains après l'avoir sauvé du pillage allemand ; tu ne tireras pas demain, de derrière une barricade, sur tes copains d'aujourd'hui, le proprio, le curé, le patron, qui se battent à tes côtés, dans la tranchée nationale, contre l'ennemi commun ; tu n'as pas, avec eux, défendu héroïquement tes droits contre l'envahisseur étranger pour aider à s'établir, avec le collectivisme, une tyrannie intérieure auprès de laquelle le caporalisme prussien serait encore de la liberté.

Tes chefs, il est vrai, en consentant l'union sacrée, ont fait leurs réserves ; ils l'entendent, non comme une abdication, mais comme une trêve, après quoi la lutte de classes reprendra plus acharnée qu'avant.

En ce cas, ils devront marcher tout seuls, car ton bon sens ne les suivrait plus.

* * *

Après notre victoire certaine sur l'étranger qui prétendait s'installer chez nous et nous réduire à tribut, nous aurons mieux à faire qu'à nous chamailler entre nous.

Nous devons remettre à neuf notre France, la vieille maison des

ancêtres qui, depuis si longtemps, nous abrite tous, qui est notre bien de famille, où la nécessité nous forcera toujours, en dépit de nos querelles de ménage, à continuer de vivre ensemble.

Le cyclone, en passant, en aura emporté le toit, ébranlé toute la bâtisse. Il nous faudra vérifier les matériaux, remployer ceux qui resteront encore solides, mettre ici et là des étais, démolir, sans hésiter, les parties caduques.

Nous en profiterons pour élargir le vieux plan qui comportait trop de petites chambres mal aérées, sans communication entre elles, alvéoles de ruche, cellules de couvent.

Une fois ces cloisons abattues, nous disposerons de vastes salles où une vie plus large sera possible, dont les portes resteront ouvertes, sans étiquettes clouées : « Populo » ou « Bourgeoisie », empêchant le libre passage de l'une à l'autre.

Mais, avant toute reconstruction, il sera nécessaire de débarrasser le terrain, de nous débarrasser des parasitismes sociaux qui nous rongent, et de l'Etat qui les nourrit.

Ici, note-le bien, je ne visé pas la République Française qui est un régime *politique* déterminé, tout comme la monarchie anglaise ou l'autocratie russe ; j'entends l'Etat abstrait, l'Etat-roi, l'Etat-Dieu, l'Etat-providence, force retardatrice, paralysante, qui se mêle de tout, intervient dans tout, et menace, si l'on n'y veille, d'étouffer toutes nos activités sous son inertie.

Il a déjà les tabacs, les allumettes, le télégraphe, les téléphones, l'inspection du travail, les retraites ouvrières, et j'en passe ; il réclame aujourd'hui le monopole de l'alcool, du pétrole, des chemins de fer ; il voudra, demain, les compagnies de navigation, les mines, les assurances, les sociétés de crédit, l'éducation ; d'empiétement en empiétement, il nous prendra tout, et fera, de nous, ses esclaves. Il nous mène droit au collectivisme, son aboutissement fatal.

Si nous voulons vivre, il faut, sinon le détruire comme le voudraient les syndicalistes, du moins l'émonder de ses tentacules, l'alléger de ses emprises croissantes sur le travail et la production qui doivent rester libres, le réduire à ses fonctions supérieures, essentielles, qui sont la Justice, la Diplomatie et la Guerre.

de l'horizon opposé, celui des monarchistes sociaux de l'Action Fran-

C'est là tout le programme d'un autre groupe de militants venus
casse, et notre avenir est, peut-être, dans la fusion de ces deux forces,
que facilitera, malgré leurs divergences, leur haine commune de la
démocratie parlementaire.

X
+
Celle-ci, loin de songer à détruire l'Etat, voudrait le vider de son
contenu actuel pour s'installer dans sa coque, prendre en mains ses
mécanismes compliqués, les renforcer encore, les faire jouer à son
profit. Entraînée à l'abîme par le poids de ses surenchères électo-
rales, elle nous y poussait avec elle quand la crise est venue nous
arrêter sur la pente. Uniquement constituée d'appétits, elle nous ap-
paraît, aujourd'hui, que la guerre a remonté nos âmes jusqu'à l'hé-
roïsme et au sacrifice, comme ce qu'il y a de plus bas au monde.

Avec elle, l'évolution curieuse du parlementarisme est parvenue
à son terme logique.

Emanation de la bourgeoisie, — les syndicalistes ont bien mis
en lumière ce point capital, — incarnant son idéal qui a pu avoir,
autrefois, de l'utilité et de la grandeur, mais qui, depuis qu'il s'est
matérialisé dans l'argent, nous apparaît tout aussi fossile que les
coquilles de la craie, il a suivi dans sa descente la classe dont il tenait
la vie.

(Censure)

La guerre, cette épreuve par le feu, où se volatiliserait tout ce qui
n'est pas viable, suffira-t-elle pour le corriger ? Je te laisse la réponse
à toi, Populo, qui es, constitutionnellement, son maître.

En tout cas, ce seront là des comptes à régler avec lui, plus tard,
après la crise.

Comme le répondait l'illustre président des Etats-Unis, Lincoln,
aux conseillers qui le pressaient, en pleine guerre de Sécession, de
faire appel à des hommes nouveaux : on ne change pas d'attelage au
milieu du gué.

Il pensait à ces chariots d'émigrants, qui, à travers la prairie
sans bornes, coupée de rivières inconnues, semée d'Indiens et d'em-

bûches, transportaient alors, toujours plus loin dans l'Ouest vierge, sur leurs roues grinçantes, la civilisation Européenne.

L'image, souvent critiquée, parce que mal comprise ou changée de milieu, est frappante ; conservons-la.

En attendant que le char de l'Etat soit au sec, sur l'autre rive, nous nous contenterons de marquer les points, de noter les défaillances pour nous en souvenir, le jour venu.

Mais, puisque nous sommes en train d'anticiper sur l'avenir, est-il donc impossible de concevoir pour demain, avec un parlementarisme amendé, ou sans lui, une France unie, appliquée de toutes ses forces à la production, car, avant tout, il faudra vivre, reconstituée dans les cadres du syndicalisme, mais où la production, quoiqu'essentielle, ne serait pas tout ; où, à côté et au-dessus d'elle, un organisme stable, aussi réduit qu'on le voudra, veillerait aux intérêts supérieurs de la nation ; une France décentralisée, divisée en grandes régions vivant de leur vie propre, gouvernées par des Conseils Généraux aux attributions élargies, disposant librement de leurs ressources, où toutes les compétences auraient leur place marquée, sans être soumises aux hasards d'élections aveugles ?

C'est à voir, ou plutôt c'est à toi de voir, Populo.

Une chose est sûre : La France veut vivre.

L'énergie de sa défense victorieuse est faite de sa confiance dans son avenir, de ses grands espoirs pour demain.

Dans cette guerre, tu as déjà prouvé que tu étais sa force ; il faut que, désormais, tu sois aussi sa volonté.

Tu peux tout exiger d'elle, maintenant que tu lui as tout donné ; elle sera demain ce que tu voudras qu'elle soit.

Fais-nous la bien sage et bien belle, cette France aimée, sauvée du gouffre au prix du sang de tant des nôtres ; mais surtout n'oublie jamais que la prospérité d'un peuple ne peut se fonder solidement que sur la grandeur morale, le caractère, la tolérance et le respect mutuels, l'union, la justice, et la liberté.

*Vuain que ?
voulons tu ?
Voulons tu vouloir
quelque chose ?*

